



**La densité politique
et les écarts régionaux
révèlent un potentiel
de simplification
et de rationalisation**

L'heure de vérité budgétaire a sonné

Notre pays est confronté à des réformes très radicales. L'important déficit budgétaire nous oblige à maîtriser les dépenses courantes. Plus que de "pures" coupes, nous avons besoin de réformes ambitieuses pour moderniser notre économie et notre société afin de les préparer à une ère d'incertitudes et de turbulences persistantes. Les défis complexes exigent une culture politique adaptée qui tienne compte de l'interconnexion des problèmes et des défis. Nos décideurs politiques doivent de plus en plus devenir des "penseurs systémiques" capables de combiner différentes disciplines.

Le Danemark est un pays qui a une forte tradition de réforme. La *flexicurity* est un concept danois et le pays reste un pionnier en matière d'énergies renouvelables et d'innovations dans le domaine des soins de santé. Mais une culture de la réforme est-elle également payante sur le plan budgétaire ? La Belgique et le Danemark ont été frappés par le même coronavirus et la même crise énergétique. Pourtant, le Danemark réalise d'importants excédents budgétaires année après année, tandis que nous transformons les crises en déficits budgétaires sans adapter nos institutions ni les rendre pérennes. Un déficit budgétaire important est principalement le symptôme d'une culture politique immobile qui ne peut pas répondre à des défis imprévus.

Belgique = niveaux de gouvernement et coûts élevés + écarts régionaux = marge de rationalisation

Dans notre pays, les dépenses publiques sont supérieures d'environ 4,5 points de pourcentage du PIB à la moyenne de nos principaux voisins¹. Mais la qualité des services publics ou des biens publics importants n'est pas plus élevée en Belgique que chez nos voisins. L'augmentation des dépenses publiques ne se traduit pas par une qualité de vie remarquablement élevée. En 2001, les dépenses publiques dans notre pays n'étaient supérieures que de 2,1 points de pourcentage du PIB à celles des pays voisins. Le défi budgétaire actuel est principalement dû à la forte augmentation des dépenses publiques après 2001. Au cours des deux dernières décennies, les réformes nécessaires ont été détournées en distribuant de l'argent supplémentaire. Une analyse de la Banque nationale de Belgique montre qu'aujourd'hui, notre pays consacre un montant relativement important à l'administration générale ou au fonctionnement des nombreux gouvernements, à la politique économique (subventions salariales, chèques-service, etc.) et à l'enseignement.

Notre système politique très complexe a un coût élevé et la tuyauterie institutionnelle complexe produit une grande perte de pression. Une simplification de nos institutions politiques pourrait amplifier l'effet de levier des dépenses publiques.

¹ Godefroid, H. / Van Parys, S. / Stinglhamber, P. (2021). Welke overheidsuitgaven in België zijn hoog? Een vergelijking met de buurlanden. Economisch Tijdschrift (september 2021), <https://www.nbb.be/nl/artikels/welke-overheidsuitgaven-belgie-zijn-hoog-een-vergelijking-met-de-buurlanden>



L'analyse de Hindriks et Lamfalussy fournit un inventaire rigoureux et actualisé des effectifs et du coût de l'ensemble du personnel politique dans notre pays. Cet inventaire est inédit et peut contribuer au débat public sur le fonctionnement de "la gouvernance politique" au lendemain des élections du 9 juin 2024.

Le rapport très détaillé de Hindriks et Lamfalussy montre que la Wallonie en particulier se distingue par des sureffectifs politiques à presque tous les étages (niveaux de gouvernement).

La Belgique compte 54 ministres et secrétaires d'État, soutenus par environ 2 000 membres de cabinets ministériels. Parmi ces ministres et secrétaires d'État, on compte 9 ministres de la santé, qui participent tous à la conférence interministérielle de la santé, 4 ministres du climat, 4 ministres de la mobilité et 3 ministres de l'enseignement. Le coût réel des cabinets s'élève à plus de 320 millions d'euros.

Les écarts régionaux dans le nombre de ministres sont interpellant. En Flandre, il y a 9 ministres pour 6,8 millions d'habitants, alors que la Wallonie et Bruxelles comptent 21 ministres pour 4,8 millions d'habitants. **Par million d'habitants, la Wallonie et Bruxelles comptent plus de trois fois plus de ministres que la Flandre.** Le nombre élevé de ministres reflète la fragmentation des pouvoirs qui nuit à l'efficacité de la politique. « *Trop de cuisiniers gâchent la sauce* ». La mobilité, la santé et l'environnement sont répartis entre plusieurs ministères à différents niveaux politiques, ce qui rend difficile une politique cohérente. Du côté francophone, contrairement à la Flandre, l'enseignement obligatoire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle sont répartis entre trois ministères différents au sein de deux gouvernements différents.

Les membres des cabinets sont répartis comme suit : 734 au niveau fédéral, 404 en Wallonie, 350 à Bruxelles, 272 en Flandre, 232 en Communauté française et 37 en Communauté germanophone. **Par million d'habitants, la Flandre compte 40 membres de cabinet contre 213 membres en Wallonie et à Bruxelles (soit cinq fois plus).**

Avec 592 députés répartis dans plusieurs parlements, la Belgique a l'une des densités parlementaires les plus élevées.² Les députés belges bénéficient de salaires généreux (8 743 euros bruts) et d'indemnités forfaitaires généreuses (2 448 euros nets par mois). Ces avantages financiers de dissuadent pas l'absentéisme (30%). De plus, certains députés détiennent jusqu'à 20 mandats, et une majorité de députés fédéraux cumulent leur mandat avec un mandat local. Le risque de conflits d'intérêts semble donc bien ancré dans les institutions.

L'écart régional **de densité parlementaire est très frappant, avec deux fois plus de parlementaire par habitant en FWB et en Wallonie qu'en Flandre, et quatre fois plus à Bruxelles qu'en Flandre.**

Cette tendance à la surallocation du personnel politique en Wallonie se retrouve également au niveau des provinces et des communes. Les 5 provinces flamandes emploient au total 4.904 ETP, tandis que les 5 provinces wallonnes emploient 8.916 ETP. Il y a deux fois plus de conseillers provinciaux par habitant en Wallonie qu'en Flandre. En outre, les députés provinciaux ont deux fois plus de mandats que les députés régionaux ou fédéraux. De plus, les 5 provinces wallonnes emploient quatre fois plus de personnel par habitant et dépensent trois fois plus par habitant que les 5 provinces flamandes.

² Les 94 membres du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont deux mandats : un mandat régional et un mandat communautaire.

Notre pays compte également 18.549 mandataires communaux en Belgique : bourgmestres, échevins, conseillers communaux et conseillers en action sociale. En Wallonie, il y a deux fois plus de conseillers communaux par habitant qu'en Flandre. Cette différence est liée à la taille plus réduite des communes wallonnes (14.045 habitants en moyenne contre 22.580 habitants pour les communes flamandes).

Enfin, la Wallonie compte deux fois plus d'intercommunales et d'administrateurs par habitant que la Flandre. **L'effectif moyen d'une intercommunale wallonne est trois fois plus élevé que celui d'une intercommunale flamande.**

Deux priorités pour Itinera

Notre système politique peut et doit être simplifié. L'analyse de Hindriks et Lamfalussy met en évidence un grand potentiel de rationalisation en Wallonie et à Bruxelles. Itinera soutient cette analyse en insistant sur deux priorités dans le débat sur la réforme politique.

1. Efficacité = simplifier, simplifier

Les pouvoirs doivent être davantage regroupés pour permettre des réponses politiques rapides et cohérentes. Cet exercice peut commencer à partir de l'organigramme politique actuel, mais l'organigramme lui-même doit être remis en question du point de vue de l'efficacité. Par exemple, nos entreprises dans les trois régions sont souvent confrontées à des réglementations et des procédures d'autorisation différentes. Ces différences augmentent les coûts et ralentissent le dynamisme économique, alors que le bénéfice ces différences de réglementation n'a jamais été démontré.

Pourquoi avons-nous besoin de différents ministres de l'énergie si, par définition, un kWh en Flandre ne se distingue pas d'un kWh en Wallonie ou à Bruxelles ? D'autres questions connexes concernent la soutenabilité de la superposition de nombreuses petites municipalités à côté de provinces aux compétences « élastiques ».

Depuis 1975, la question de savoir si nous avons besoin des provinces du point de vue de l'efficacité a été soulevée à plusieurs reprises. Cette question reste sans réponse. Entre-temps, les dépenses par habitant des provinces wallonnes sont trois fois plus élevées que celles des provinces flamandes. Ces questions sont complexes mais la gouvernance politique de notre pays est trop complexe et coûteuse pour continuer à les ignorer.

Les "frais généraux" du personnel politique découlent également de la complexité des règlements et des procédures. Itinera préconise une révision complète avec un objectif d'amélioration de la productivité de 20 % sur cinq ans - un plan pour moins de charges et plus de services publics. Cet objectif peut être atteint de l'intérieur, en exploitant l'expertise des fonctionnaires.



2. Expertise = qualité de la bonne gouvernance

Azote, PFAS, modèle de marché européen pour le gaz et l'électricité, immunité de groupe, GDPR, CSRD,... Ces sujets ou concepts n'ont pas été mentionnés dans les récents accords de coalition mais ont dominé une partie importante du débat public. Les politiciens se débattent avec ces sujets parce que l'establishment politique n'investit plus dans le développement de l'expertise. Les services d'étude des partis politiques sont devenus des services de communication. Dans notre pays, l'expertise est rassemblée au sein d'un cabinet, mais il s'agit essentiellement d'un partenariat temporaire qui n'aspire pas à un développement durable de l'expertise.

Les pays qui ont une forte tradition de réforme investissent dans le développement d'une expertise politique qui leur permet de penser et d'anticiper de manière stratégique. Cette culture fait défaut dans notre pays, ce qui rend nos ministres très dépendants des sociétés de conseil pour des projets ad hoc. Mais les sociétés de conseil commercialisent leur expertise et ne cherchent qu'à créer des dépendances durables. Un gouvernement qui externalise le doute de son propre rôle, ce qui est pernicieux à une époque qui exige des réactions rapides. Une meilleure gouvernance n'est pas évidente si l'on n'investit pas sérieusement dans le développement de l'expertise interne des gouvernements et de l'administration politique. La Belgique a besoin de beaucoup plus de culture de l'évaluation, et de la bonne gouvernance à tous les niveaux.

Appel à un sursaut : simplifier pour amplifier

Il est nécessaire d'établir des rapports cohérents et des comparaisons internationales et régionales sur la quantité et la qualité des niveaux politiques de gouvernement dans notre pays. Les chiffres de Hindriks et de Lamfalussy sont actuels et fiables. Ils ne devraient pas alimenter la polémique mais à améliorer systématiquement notre gouvernance.

Compte tenu de la crise budgétaire aiguë, tous les niveaux politiques doivent travailler sur le rapport coût-efficacité et la qualité. Ce rapport montre que la Wallonie et Bruxelles sont loin derrière la Flandre en d'effectifs politiques et d'intégrations des institutions politiques.

Les chiffres relatifs aux "frais généraux" de la gouvernance et de la politique sont importants. La simplification des structures elles-mêmes est évidente, mais elle ne constitue qu'une première étape. Une véritable stratégie de simplification et de qualité de la gouvernance est encore plus importante. Itinera appelle à une stratégie collective pour des gains de productivité de 20 % durant la législature actuelle, à tous les niveaux de gouvernement : 20 % de règles en moins et/ou de services publics en plus.

